

# Interview parue dans la Revue Acteurs Publics

## **Bernadette Groison : “Le gouvernement ne respecte pas les organisations syndicales”**

6 nov. 2018, PAR Bastien Scordia



**La secrétaire générale de la FSU dresse un “*mauvais bilan*” de la concertation sur la réforme de la fonction publique. À un mois des élections professionnelles, Bernadette Groison regrette le manque de clarté du gouvernement sur son projet pour les fonctionnaires.**

**Quel bilan tirez-vous de la concertation sur la réforme de la fonction publique que le gouvernement vient de suspendre en raison des élections professionnelles qui arrivent ?**

Nous en sommes toujours au même point, à savoir un profond désaccord sur les orientations portées par le gouvernement pour la fonction publique. Dès le début de la concertation, nous avons exprimé nos craintes sur les chantiers ouverts par l'exécutif, mais force est de constater qu'après des mois de discussions, il n'y a eu aucune écoute des représentants du personnel. D'une réunion à l'autre, le gouvernement n'a même pas fait l'effort d'intégrer une quelconque proposition ou réflexion des organisations syndicales. Le dialogue social est aujourd'hui défini de manière unilatérale par le gouvernement. C'est un monologue de sourds.

**Jugez-vous donc que le dialogue social est profondément remis en cause dans la fonction publique ?**

Oui, il dysfonctionne dangereusement. Cela ne sert à rien de multiplier les réunions et de discuter pendant des mois si les choses sont déjà arbitrées. Le gouvernement ne met pas clairement sur la table son projet pour la fonction publique. Même si le gouvernement dit, la main sur le cœur, et fait croire à l'opinion qu'il ne souhaite pas toucher au statut, c'est une remise en cause profonde de la fonction publique qu'il envisage et une fonction publique de moins en moins publique. Le gouvernement doit nous dire précisément son projet pour la fonction publique, c'est une question d'honnêteté. Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui. On ne peut donc qu'être inquiet de cette remise en cause du rôle et de la légitimité du syndicalisme. Nous sommes aujourd'hui face à un gouvernement assez méprisant ou en tout cas assez irrespectueux des organisations syndicales.

## **Concernant la concertation sur la réforme du cadre statutaire des agents publics, quels sont vos points de désaccord avec le gouvernement ?**

Tout d'abord le recours accru aux contractuels. Nous le martelons : il faut privilégier le recrutement des agents par concours. Le statut permet déjà, en cas de besoin, de recourir au contrat. Il le permet tellement que l'on a aujourd'hui plus d'1 million de contractuels dans le secteur public. Bien entendu, le gouvernement ne dit pas qu'il va remettre en cause le statut de la fonction publique, mais il le contourne en voulant développer ce recours au contrat et aux dérogations. Autre provocation : les incitations au départ et les plans de départs volontaires. On pourra toujours nous faire croire que c'est une mesure de souplesse, d'innovation et d'ouverture vers le privé, mais aujourd'hui, le statut n'empêche aucun fonctionnaire de quitter la fonction publique pour aller dans le privé. Ce que veut faire le gouvernement, c'est habiller les suppressions d'emplois et les réorganisations de services qui en découlent par une incitation des agents à partir d'eux-mêmes. Une démarche qui pourrait malheureusement l'aider dans son objectif de 120 000 suppressions de postes.

## **Vous restez également farouchement opposée au principe du renforcement de la rémunération au mérite dans la fonction publique...**

Revenir sur l'idée d'une fonction publique basée sur les carrières en développant une individualisation à l'excès par la rémunération au mérite est inacceptable. Au lieu de créer une dynamique collective de travail, on va désormais opposer les agents les uns aux autres. Et ce sans savoir même si la qualité du service public rendu sera améliorée. Si l'on juge que les agents ne font pas le travail attendu, on doit vite s'attacher à voir comment les aider *via* des dispositifs d'accompagnement ou de formation, mais aussi à voir comment les services sont organisés. Mais en tout cas, ce n'est pas en payant plus certains fonctionnaires que l'on ira vers des services publics améliorés.

## **Que pensez-vous du souhait du gouvernement de revoir le périmètre des comités techniques, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et des commissions administratives paritaires ?**

C'est une démarche à la fois critiquable et dangereuse. Pour les agents publics, le dialogue social s'incarne très bien au travers de ces instances. Au travers de ces dernières, ils voient très concrètement à quoi sert le dialogue social et à quoi servent les différents acteurs que sont les administrations ou les organisations syndicales. Nous continuons à penser que cette gestion paritaire des sujets sur le déroulement des carrières ou encore sur l'organisation des services contribuent au bon fonctionnement des services.

## **Les critiques à l'égard du projet gouvernemental pour la fonction publique peuvent-elles se traduire dans les urnes le 6 décembre prochain ?**

Ces élections permettront de mesurer le souhait des agents de faire entendre leur voix par le biais des organisations syndicales. Un fort taux de participation serait bien entendu positif et encourageant dans le cadre de la réforme de la fonction publique engagée par le gouvernement. Le message adressé au gouvernement n'en serait que plus fort. Nous allons tout faire pour que la FSU sorte renforcée de ces élections. En ce sens, nous portons un syndicalisme de proposition et d'action avec les agents et non pas un syndicalisme désincarné décidé d'en haut. Nous devons être au plus près des revendications des agents.

## **Les organisations syndicales doivent-elles s'interroger sur leurs formes d'action compte tenu des chiffres en baisse enregistrés au cours des dernières mobilisations ?**

C'est une nécessité étant donné les contextes sociétal, économique et politiques actuels. Il faut inventer d'autres modalités d'action. L'heure n'est pas pour autant à la résignation. Il faut donc que nous trouvions de nouveaux moyens de mobilisation plus faciles et engageants pour tout un chacun. Un objectif d'autant plus important compte tenu des attaques contre le statut que nous connaissons aujourd'hui.